

Appuyer les Adolescentes et les Jeunes Femmes Pendant et Au-delà de la Pandémie COVID-19

DÉCLARATION ET RECOMMANDATIONS CONJOINTES

Du groupe de travail sur les unions et les mariages d'enfants, précoces et forcés et de la sexualité, en collaboration avec les organisations partenaires¹

JUIN 2020

La pandémie mondiale de COVID-19 met à nu et exacerbe les inégalités existantes. Pour les adolescentes et les jeunes femmes dans de nombreux endroits, cela signifie que les effets néfastes du patriarcat et des inégalités des genres sont amplifiés et intensifiés. La pandémie du coronavirus et le confinement ont augmenté les violences basées sur le genre, ont élevé les risques des unions et mariages d'enfants, précoces et forcés (UMEPF)², ont réduit la mobilité et les espaces de soutien mutuel et de solidarité, ont alourdi le fardeau du travail de soins non rémunéré, et, dans certains cas, ont augmenté la probabilité que les filles ne fréquentent pas les établissements scolaires contrairement aux garçons – et tout ceci pour ne citer que certaines conséquences identifiées jusqu'à présent.

L'augmentation des violations des droits et les répercussions sur la vie des adolescentes et des jeunes femmes ne reculeront pas nécessairement à la suite de la pandémie. Mais même si cela se produit, nous ne pouvons accepter un retour aux niveaux d'inégalité que nous avons avant la pandémie. Nous devons viser plus haut. Nous devons continuer à travailler et à investir dans une vision féministe dans laquelle les jeunes femmes et les adolescentes, dans toute leur diversité, sont libres et équipées pour choisir leur propre avenir.

Nous lançons un appel aux bailleurs de fonds de tout type et de toute taille – fondations, gouvernements et autres – à appuyer les adolescentes et les jeunes femmes durant et après cette pandémie mondiale. Cela signifie adopter une approche basée sur les droits humains et sensible à la dimension genre pendant la crise, mais aussi financer et soutenir des approches promouvant l'égalité des genres à long terme. C'est le seul moyen d'aborder efficacement les causes profondes des inégalités qu'affrontent partout les adolescentes et les jeunes femmes.

RECOMMANDATIONS

A présent, les bailleurs de fonds doivent **assouplir les subventions existantes** pour permettre aux organisations de répondre avec souplesse aux risques accrus. Dans la mesure du possible, elles devraient mettre en place de **nouvelles ressources d'urgence** pour répondre à l'intensification de la violence, du harcèlement en ligne et des obstacles accrus quant à l'accès à l'éducation, à la santé sexuelle et reproductive, à la santé mentale et à d'autres soins essentiels. **Les bailleurs de fonds doivent simplifier les processus administratifs pour réduire les obstacles liés à l'accès**, accélérer l'envoi et approuver les fonds avec des conditions flexibles qui permettent d'adapter les activités dans des environnements changeants.

A l'heure actuelle, à moyen et à long terme, nous exhortons les entités de financement, les gouvernements et les autres organisations travaillant avec les adolescentes et les jeunes femmes à:

Soutenir les initiatives qui abordent les causes profondes et qui apportent un changement durable

1. **Reconnaître le patriarcat et le contrôle de la sexualité des adolescentes et des jeunes femmes comme causes profondes des UMEPF** et d'autres violations des droits, et veiller à ce que les voix et les perspectives

¹Le groupe de travail sur les unions et les mariages d'enfants, précoces et forcés et de la sexualité* en collaboration avec les organisations partenaires: Aahung, American Jewish World Service*, CARE*, CREA, Firelight Foundation, Global Fund for Women*, Girls First Fund, *Girls Not Brides: The Global Partnership to End Child Marriage**, GreeneWorks*, International Center for Research on Women*, International Women's Health Coalition*, The Kendeda Fund, MADRE*, Nirantar Trust*, Plan International*, Population Council*, Promundo*, The Summit Foundation, UNFPA, UNICEF, The YP Foundation.

²UNFPA, 2020. Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage

des adolescentes et des jeunes femmes soient au centre de la définition des priorités et de l'élaboration de programmes.

2. **Respecter et encourager l'action collective des adolescentes et des jeunes femmes** en investissant dans des initiatives qui les aident à reconnaître les inégalités entre les genres et d'autres formes de discrimination. Les programmes devraient impliquer les adolescentes et les jeunes femmes dans la construction d'une perspective féministe à travers un angle politique / structurel pour renforcer leur agence individuelle et leur leadership et soutenir leur collaboration avec des mouvements féministes et d'autres mouvements progressistes.
3. **Financer une approche intersectionnelle** et prioriser les investissements pour les adolescentes et les jeunes femmes qui sont les plus vulnérables aux UMEPF et à d'autres violations des droits. Au lendemain de la pandémie, ce sont elles qui feront face aux plus grands défis pour reconstruire leurs vies et aller de l'avant, en raison des multiples formes de discrimination auxquelles elles font face – basées sur la race, la caste, la classe sociale, la religion, le handicap, l'orientation sexuelle et l'identité de genre– en plus du genre et de l'âge.
4. **Soutenir les groupes de base et les organisations communautaires, ainsi que les collectifs, les réseaux et les mouvements sociaux dirigés par des femmes, des filles et des jeunes** qui adoptent des approches promouvant l'égalité des genres pour changer les normes néfastes de genre à tout niveau, y compris parmi les filles et leurs pairs, les familles, communautés, institutions, lois et politiques. Cela comprend le financement de programmes qui impliquent les hommes et les garçons sur la façon dont le patriarcat affecte leurs propres vies, tout en les aidant à rejeter leur privilège et leur pouvoir inégal, et à œuvrer pour l'égalité des genres, et à responsabiliser les autres hommes et garçons.
5. **Collaborer avec les partenaires bénéficiaires et les adolescentes et les jeunes femmes pour définir à quoi ressemble le succès** dans leur contexte et co-crée des moyens significatifs de mesurer le changement social au-delà des changements légaux ou des indicateurs basés sur l'âge de mariage.
6. **Plaider pour que les lois et politiques visant ostensiblement à protéger les adolescentes et les jeunes femmes ne compromettent pas leur autonomie** en criminalisant leur sexualité, en confondant l'âge de mariage et l'âge de consentement, en leur interdisant l'accès à l'éducation en raison d'une grossesse ou en limitant leur droit à posséder des propriétés ou à contrôler des ressources, ou en ayant d'autres impacts négatifs sur leurs droits.

Investir dans l'accès et la disponibilité des services essentiels et dans la protection sociale

7. **Soutenir une éducation sexuelle complète** pour les adolescents et les jeunes de toutes les identités de genre qui soit basée sur les droits humains et sur les principes féministes, y compris des options d'apprentissage à distance pendant la fermeture des écoles et accompagnées d'un accès aux informations et au système de référence sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR).
8. **Reconnaître les SDSR comme étant des services essentiels** – en temps de crise et au-delà – et éliminer les obstacles à l'accès à la contraception, à l'avortement sûr et aux produits d'hygiène menstruelle, tous essentiels à la santé et à l'autonomie des adolescentes et des jeunes femmes.
9. **Intégrer la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre** dans tout travail avec les adolescentes et les jeunes femmes - y compris pour lutter contre la violence conjugale - en accordant une attention particulière à la prestation de soins aux plus vulnérables, en incluant celles qui se trouvent dans des contextes humanitaires.
10. **Minimiser l'impact négatif des fermetures d'écoles** en investissant dans des méthodes d'enseignement à distance inclusives et sensibles au genre, telles que les émissions de radio et la sensibilisation de la communauté sur l'importance de l'éducation des filles. Pour les écoles qui fournissent normalement des repas, soutenir des mesures alternatives pour fournir de la nourriture aux communautés confrontées à la pauvreté - pour se prémunir contre les impacts nutritionnels négatifs sur les adolescentes, les jeunes femmes et leurs familles. Lorsque les écoles seront ouvertes de nouveau, soutenir le retour scolaire des de toutes les filles, y compris les filles enceintes, les filles mariées et les jeunes mères, et faire participer les adolescentes et les jeunes femmes à l'élaboration des décisions concernant leur éducation.

11. **Soutenir la prestation de services de santé mentale** accessibles aux jeunes femmes et aux adolescentes. Ces services devraient être confidentiels et sensibles au genre, avec des professionnels formés qui sont à l'écoute des contraintes particulières auxquelles sont confrontées les adolescentes et les jeunes femmes, telles que les UMEPF, la violence basée sur le genre et les restrictions à la mobilité.

12. **Soutenir des mesures de protection sociale sensibles au genre** dans tous les secteurs afin d'atténuer les impacts économiques négatifs que la pandémie aura sur les familles et les individus, en particulier les plus marginalisés, à court et long terme, notamment pour prévenir les UMEPF et d'autres violations des droits des adolescentes et des jeunes femmes. Les plans de relance économique devraient être reconstruits de manière plus efficace que les précédents, avec une couverture de protection sociale et des approches transformatrices des moyens de subsistance axées sur la justice économique pour les adolescentes et les jeunes femmes, en accordant une attention particulière au renforcement des compétences, aux soins de leurs enfants, aux plans de congé familial et aux transports sûrs.

Le COVID-19 a plongé le monde entier dans la peur et l'incertitude. Mais nous sommes convaincus que la nécessité de soutenir une approche promouvant l'égalité des genres pour les adolescentes et les jeunes femmes est cruciale dans le moment présent, et le sera dans les mois et les années à venir. La crise représente aussi une opportunité. **Nous lançons un appel urgent aux entités financières, aux gouvernements et à toutes les organisations travaillant avec les adolescentes et les jeunes femmes à se joindre à nous pour saisir cette occasion de transformer le status quo.** Cela comprend l'apprentissage des approches innovantes utilisées tout au long de la crise et la prise d'engagements à long terme pour éliminer les inégalités structurelles auxquelles les adolescentes et les jeunes femmes ont toujours été confrontées, et soutenir les initiatives dirigées par les communautés pour parvenir à la justice de genre.

